



Durabilité et

établissements de formation

L'association Talents du numérique fédère des établissements d'enseignement supérieur et des entreprises du numérique. L'information des jeunes, de leurs parents et enseignants sur les formations et les parcours, les métiers et perspectives offertes par le secteur, compte parmi ses missions.

La commission Post-bac de Talents du numérique mène des réflexions et fait des propositions sur les dispositifs et les modèles de formation dans l'enseignement supérieur.

Éléments de contexte

L'enjeu de durabilité occupe aujourd'hui une place centrale dans le secteur du numérique et s'inscrit dans le cadre plus large d'une politique ESG (Environnementale, Sociale et de Gouvernance). Pour un établissement de formation, cela correspond à l'ensemble des engagements, des règles et des actions mises en place afin d'intégrer les principes du développement durable et de la responsabilité sociétale dans son fonctionnement et ses activités. Introduire une telle politique dans un établissement de formation permet ainsi de former des citoyens et des professionnels plus conscients des enjeux sociétaux, tout en renforçant l'image, la crédibilité et l'attractivité de l'établissement auprès des étudiants, des partenaires et des entreprises.

- La dimension environnementale consiste à réduire l'impact écologique de l'établissement de formation et à promouvoir des pratiques durables auprès des étudiants, des enseignants et du personnel administratif. Elle repose sur une gestion responsable des ressources naturelles et des infrastructures. L'établissement peut suivre des indicateurs précis (empreinte carbone, consommation énergétique, taux de recyclage) afin de mesurer les progrès réalisés et inscrire son action dans une logique d'amélioration continue.
- La dimension sociale vise à garantir un environnement d'apprentissage et de travail respectueux, inclusif et favorable au bien-être de tous les acteurs de l'établissement. Elle concerne à la fois les étudiants, les enseignants, les salariés et les partenaires externes. Cette politique repose notamment sur le respect de l'égalité des chances, la lutte contre les discriminations (Handicap...) et la promotion de la diversité culturelle, sociale et de genre. Elle intègre donc la dimension d'inclusion, définie comme l'action d'inclure une personne ou un élément dans un ensemble, un groupe ou un système. Elle désigne le fait de permettre la participation de tous, sans distinction ni exclusion. Par extension, elle renvoie à une démarche visant l'intégration et l'égalité des chances.

- Une gouvernance responsable garantit la transparence, l'éthique et la participation des différentes parties prenantes dans les orientations stratégiques de l'organisation. Elle repose sur des règles claires de fonctionnement, le respect des obligations légales et une gestion rigoureuse des ressources financières et humaines. La lutte contre la corruption, la protection des données, l'éthique des pratiques pédagogiques et administratives ainsi que la transparence des décisions sont des éléments fondamentaux. Une bonne gouvernance contribue ainsi à renforcer la confiance, la crédibilité et la pérennité de l'établissement.

Quand on évoque le sujet de la durabilité, on désigne la capacité d'un système à fonctionner et à se développer sur le long terme tout en préservant les ressources naturelles et l'équilibre des écosystèmes. Elle repose sur l'idée de répondre aux besoins actuels sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. La durabilité dans les lieux de formation consiste à intégrer des pratiques écologiques, sociales et économiques qui favorisent un apprentissage responsable et préparent les apprenants aux enjeux futurs. La prise en compte de cette thématique permet de former des citoyens et professionnels responsables, de réduire les coûts à long terme et d'améliorer la qualité de vie dans l'établissement.

Il est certainement bon de rappeler que le numérique repose sur des infrastructures physiques telles que les centres de données, les réseaux de télécommunication et les équipements informatiques. La fabrication, l'utilisation et le renouvellement rapide de ces technologies entraînent une consommation importante d'énergie et de ressources naturelles, ainsi que des émissions significatives de gaz à effet de serre¹. Dans ce contexte, intégrer des pratiques durables dans le développement et l'usage des technologies numériques devient indispensable afin de limiter leur impact environnemental.

Les établissements de formation jouent un rôle essentiel dans cette transition vers un numérique plus responsable. Tout d'abord, en tant que lieux de transmission des connaissances, de formation des futurs professionnels et en tant que laboratoires de recherche. Les établissements de formation doivent également adopter des pratiques durables dans leur propre fonctionnement et organisation. Notons que l'immobilier (Bâtiments), la mobilité ou la restauration ont souvent des impacts bien plus élevés que les systèmes d'information stricto sensu.

Cependant, l'optimisation de l'utilisation des ressources numériques, la prolongation de la durée de vie des équipements informatiques, le recyclage du matériel ou encore la réduction de la consommation énergétique constituent autant d'actions permettant de diminuer leur empreinte environnementale. Nous nous concentrerons sur ces aspects dans cette note, sans évoquer la pédagogie ou les compétences associées à cette thématique.



Photo : rinrada - stock-adobe.com

¹ Le numérique représente 4,4 % de l'empreinte carbone du pays. 50 % de l'impact carbone du numérique sont liés à la fabrication et au fonctionnement des terminaux (téléviseurs, ordinateurs, smartphones...), 46% aux centres de données (contre 16% estimé en 2022), 4% aux réseaux. 11 % de la consommation électrique française est liée au numérique. (Source : [Actualisation des chiffres de l'impact du numérique en France - Numérique écoresponsable](#)). Selon certaines études, une seule conversation de quelques questions avec ChatGPT consommerait 0,5 litre d'eau. Cette forte consommation en eau est dû à la nécessité de refroidir les serveurs puissants et fortement énergivores de ces IA. À l'échelle mondiale, la demande en IA pourrait représenter plusieurs milliards de m3 d'eau d'ici 2027.

Le label DD&RS

(Développement Durable et Responsabilité Sociétale), un cadre exigeant

C'est une certification française destinée aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche engagés dans une démarche de transition écologique, sociale et sociétale. Créé sous l'impulsion du ministère de l'Enseignement supérieur, il permet d'évaluer et de valoriser les actions menées en matière de gouvernance responsable, de stratégie environnementale, d'égalité, de qualité de vie, d'éthique et d'ancrage territorial. Ce label constitue un véritable outil de pilotage pour les universités et écoles, car il encourage une amélioration continue des pratiques et une intégration du développement durable dans toutes les missions de l'établissement. Son intérêt réside également dans la reconnaissance officielle qu'il apporte auprès des étudiants, partenaires et entreprises, renforçant ainsi l'attractivité et la crédibilité de l'institution. Le label favorise la mobilisation de l'ensemble de la communauté éducative autour de projets concrets liés à la transition écologique et sociale. Son impact est visible à travers la réduction de l'empreinte environnementale des campus, le développement d'enseignements liés aux enjeux durables et l'émergence de comportements plus responsables. Il contribue aussi à former des citoyens et des professionnels conscients des défis contemporains. Enfin, le label DD&RS représente un levier stratégique pour accélérer les transformations nécessaires vers un modèle plus durable et plus inclusif. Ce label est notamment géré par l'association CIRSES²



Les dimensions clés de la durabilité pour un établissement de formation

La durabilité dans un établissement de formation repose sur une approche globale qui intègre plusieurs dimensions complémentaires. Ces dimensions permettent à l'établissement d'adopter un fonctionnement responsable tout en contribuant à la formation d'apprenants conscients des enjeux du développement durable. Les principales dimensions concernent les aspects environnementaux, sociaux et économiques.

• La dimension environnementale

La dimension environnementale vise à réduire l'impact écologique de l'établissement et à promouvoir une gestion responsable des ressources naturelles. Les établissements de formation ont un rôle important à jouer dans la sensibilisation aux enjeux environnementaux tels que le changement climatique et la protection de la biodiversité.

Plusieurs actions concrètes peuvent être mises en place :

- **Réduction de la consommation d'énergie** : installation d'éclairages LED, amélioration de l'isolation des bâtiments ou utilisation d'énergies renouvelables ;
- **Gestion des déchets** : mise en place de systèmes de tri sélectif, réduction du papier grâce aux supports numériques ou organisation de campagnes de recyclage ;
- **Gestion durable de l'eau** : installation de robinets économes ou récupération de l'eau de pluie pour l'entretien des espaces verts ;
- **Mobilité durable** : encouragement du covoiturage, installation de parkings pour vélos ou promotion des transports en commun.

² Accueil - Cirses - <http://cirses.fr>

• La dimension sociale

Cela concerne la qualité de vie et le bien-être de l'ensemble de la communauté éducative : apprenants, enseignants et personnel administratif. Elle vise à créer un environnement inclusif, équitable et respectueux. Parmi les actions possibles pour les établissements citons :

- **Promotion de l'égalité des chances** en facilitant l'accès à la formation pour tous les publics ;
- **Inclusion et diversité** en valorisant les différentes cultures et en luttant contre toute forme de discrimination ;
- **Bien-être des apprenants et du personnel** grâce à des espaces de travail adaptés, des activités culturelles ou sportives et un accompagnement psychologique. A noter, le sujet de la santé mentale est de plus en plus prégnant au sein des établissements, pour les étudiants comme pour le personnel ;
- **Participation des étudiants** aux décisions concernant la vie de l'établissement.

Par exemple, un établissement peut organiser des **ateliers de sensibilisation à la diversité**, des programmes de mentorat ou des actions de soutien pour les étudiants en difficulté.

À cet égard, on peut noter, pour illustrer ce propos, la mobilisation des établissements et du ministère de l'Enseignement supérieur³ sur le sujet de la santé mentale des étudiants, avec des plateformes de prise en charge dédiées, les politiques proactives en matière de prévention du harcèlement, des violences sexistes et sexuelles (VSS) ou de lutte contre les discriminations : cellule de signalement, cellule anti-harcèlement, plateforme VSS, sensibilisation en début d'année, production de support (Films...), accueil spécifique du public féminin, formation des collaborateurs – nous pensons notamment à la certification « Premiers secours en santé mentale » (PSSM)⁴.

Nous pouvons citer, au sein de l'Isep, l'existence d'un accueil spécifique pour les jeunes en situation de handicap avec une personne référente dédiée pour les accompagner à vivre la même vie étudiante que les autres et à mieux s'intégrer dans la vie professionnelle, ou au sein du groupe des écoles de l'Institut Mines-Télécom, les exemples suivants :

- **Télécom SudParis** : cellule d'écoute pour victimes ou témoins de violences physiques, sexuelles ou psychologiques, avec prévention et accompagnement ;
- **IMT Mines Alès** : dispositif dédié à la lutte contre les VSS, avec sensibilisation, signalement, soutien et accompagnement ;
- **IMT Mines Albi** : accès à une plateforme nationale d'accompagnement psychologique pour les étudiants.

• La dimension Gouvernance

La gouvernance vise à assurer une gestion efficace et responsable des ressources financières afin de garantir la pérennité de l'établissement, notamment relevant du champ économique.

Cela peut se traduire par :

- **Une gestion optimisée des budgets** afin de limiter les dépenses inutiles ;
- **Des investissements durables**, par exemple dans des équipements énergétiquement efficaces qui permettent de réduire les coûts sur le long terme ;
- **Des partenariats avec des entreprises locales** pour soutenir l'économie locale et offrir des opportunités de stages ou d'emplois aux étudiants ;
- **L'achat responsable**, en privilégiant des fournisseurs engagés dans des pratiques durables ;

³ Le ministère s'engage concrètement pour la santé mentale des étudiants | enseignementsup-recherche.gouv.fr

⁴ PSSM France - Association Premiers Secours en Santé Mentale

Par exemple, l'installation de panneaux solaires ou de systèmes de gestion intelligente de l'énergie peut réduire les coûts énergétiques tout en diminuant l'impact environnemental.

Cette démarche peut notamment inclure la mise en place d'un schéma directeur de vie étudiante (SDVE)⁵, dispositif promu par le ministère de l'Enseignement supérieur. Pensé à l'échelle de l'établissement et ancré dans son territoire, il traduit une volonté de construire et d'affirmer sa politique de vie étudiante au plus près des besoins des étudiants, avec une dimension transversale, une vision globale et selon les spécificités du territoire.

Les limites du concept de durabilité pour un établissement de formation

Les établissements de formation sont aujourd'hui confrontés à de nombreuses contraintes et contradictions lorsqu'ils souhaitent mettre en œuvre une politique de durabilité et de responsabilité sociétale. La première des contradictions apparaît face aux exigences économiques et aux ambitions sociales. Les établissements cherchent à rester compétitifs et attractifs tout en maintenant des frais de scolarité accessibles et des conditions de travail satisfaisantes. Certaines décisions de réduction des coûts peuvent entrer en conflit avec les engagements sociaux ou environnementaux affichés. De plus, les établissements doivent répondre à des attentes croissantes de la société, des étudiants, des entreprises et des pouvoirs publics en matière de durabilité, tout en évoluant dans un cadre réglementaire exigeant, parfois complexe et souvent changeant. Ils sont donc amenés à trouver un équilibre, parfois difficile, entre performance économique, responsabilité sociale, excellence académique et transition écologique.

Ainsi, bien que la durabilité constitue un objectif essentiel pour les établissements de formation, sa mise en œuvre comporte plusieurs limites pratiques et conceptuelles. Ces limites concernent à la fois les ressources disponibles, les contraintes institutionnelles et les défis pédagogiques.

• **Contraintes financières et matérielles**

La première difficulté est souvent budgétaire. Les investissements nécessaires pour améliorer la performance énergétique des bâtiments, moderniser les équipements, développer des outils numériques responsables ou mettre en place des infrastructures écologiques représentent des coûts importants. La mise en œuvre de pratiques durables, telles que l'installation de systèmes énergétiques renouvelables, la rénovation des bâtiments ou l'achat de matériel écoresponsable, peut représenter un coût initial important.

Or, les établissements disposent généralement de ressources financières limitées, impactées notamment par la baisse du financement de l'alternance ou la révision des niveaux de prise en charge (NPEC). Ils doivent arbitrer entre plusieurs priorités : qualité pédagogique, recrutement d'enseignants, innovation technologique, recherche ou encore entretien des locaux. Les actions durables peuvent donc être perçues comme des dépenses supplémentaires à court terme, même si elles permettent des économies sur le long terme. Il est certainement bon que les différentes autorités de tutelle, publiques ou privées, ou les gouvernances, quelles qu'elles soient, en prennent pleinement conscience.

• **Contraintes organisationnelles et institutionnelles**

Une autre contrainte concerne les ressources humaines et organisationnelles. Mettre en œuvre une telle démarche nécessite du temps, des compétences spécifiques et une mobilisation collective. Les équipes administratives et pédagogiques peuvent manquer de formation ou de disponibilité pour porter ces projets. Par ailleurs, le personnel mobilisé dispose rarement de l'expertise pour mener cette politique.

Par ailleurs, les établissements de formation sont souvent soumis à des calendriers académiques stricts, à des réglementations nationales ou à des priorités administratives qui peuvent ralentir la mise en place de projets durables.

⁵ Guide méthodologique pour un schéma directeur de la vie étudiante (SDVE) | enseignementsup-recherche.gouv.fr

La résistance au changement au sein du personnel ou des étudiants peut également freiner l'adoption de nouvelles pratiques. Le changement des pratiques peut susciter des résistances internes, notamment lorsque les nouvelles règles modifient les habitudes de travail ou impliquent des contraintes supplémentaires.

- **Difficultés liées à la sensibilisation et à l'implication**

La durabilité repose sur l'engagement actif de l'ensemble de la communauté éducative. Or, certains étudiants ou membres du personnel peuvent manquer de sensibilisation ou de motivation à adopter des comportements responsables. L'efficacité des programmes éducatifs ou des campagnes de sensibilisation dépend ainsi fortement de la participation volontaire. Au-delà des déclarations, des incantations et des prises de conscience, les publics évoluant dans les établissements de formation, sont souvent encore bien ancrés dans la société de consommation, limitant les résultats concrets. Les établissements accueillent une population au sein de laquelle l'ensemble des sensibilités politiques se retrouvent. Ils doivent cependant s'affirmer comme un lieu dans lequel les faits scientifiques doivent être affirmés et promus. Les étudiants leur demandent souvent par ailleurs d'être exemplaires dans leurs démarches et leurs fonctionnements, sans être moralisateur.

- **Limites pédagogiques et mesurabilité**

Intégrer le développement durable dans l'enseignement peut se heurter à des contraintes pédagogiques, notamment la difficulté à adapter les programmes existants ou à mesurer concrètement l'impact des actions mises en place. De plus, certaines compétences en durabilité sont transversales et difficiles à évaluer de manière quantitative, ce qui limite la capacité de l'établissement à démontrer l'efficacité de ses initiatives.

- **Limites liées aux ressources externes et au contexte**

Les établissements de formation ne peuvent pas agir isolément. Leur impact est souvent conditionné par des facteurs externes tels que les politiques locales, les infrastructures disponibles (restauration ou non) ou les pratiques sociétales. Par exemple, même si un établissement promeut la mobilité durable, son efficacité sera limitée si les transports publics locaux sont insuffisants.

Ces limites soulignent la nécessité d'adopter une approche réaliste et progressive, de combiner les actions internes avec des partenariats externes, et de mettre en place des mécanismes de suivi et d'évaluation pour optimiser les résultats.

Dans ce cadre un des facteurs clefs de succès peut être la mutualisation entre établissements, afin de mettre des dispositifs et actions en commun. La constitution de CY alliance en 2025 est un bon exemple⁶.



⁶ CY Alliance - CY Cergy Paris Université



Méthodologie pour la mise en œuvre de la durabilité

Concernant les facteurs clés de succès de l'intégration réussie d'une telle démarche, nous pouvons retenir les éléments suivants :

- Avoir une direction, développer une méthode qui porte la démarche, notamment pour donner une légitimité au projet global et pouvoir le financer. Le volontarisme du management est absolument indispensable en établissement comme en entreprise, à l'instar de toutes démarches de changement transversal (qualité, RSE...) ;
- S'appuyer sur des pionniers et pionnières qui veulent faire bouger les lignes, qui sont en capacité d'agir et de toucher les différents publics (Association d'étudiants, d' alumni⁷...) - Une telle politique ne peut s'appuyer sur une seule personne ;
- Avoir accès à des outils et des ressources pour gagner du temps ;
- Associer des prestataires externes disposant de l'expertise pour concevoir la stratégie et les déclinaisons opérationnelles, lorsque la compétence n'est pas présente en interne ;
- Structurer la démarche pour maximiser l'impact, et permettre ainsi une direction commune et un passage à l'échelle. La réussite d'une politique de durabilité dans un établissement de formation repose sur une méthodologie structurée, associant diagnostic, planification, engagement des acteurs et suivi continu. Les critères de réussite doivent couvrir les aspects environnementaux, sociaux, économiques, pédagogiques et organisationnels. Une démarche progressive et mesurable permet de transformer la durabilité en véritable levier pour un établissement responsable et exemplaire ;
- Rechercher des financements dédiés pour garantir la soutenabilité de la démarche, car la mise en œuvre de la durabilité implique des coûts réels. Dans un contexte budgétaire contraint, et a fortiori dans les années à venir, les établissements devront diversifier leurs sources de soutien, notamment via des partenaires, des sponsors ou des appels à projets, afin de préserver le volontarisme initial et d'assurer la continuité des actions.

Vous trouverez ci-dessous un exemple de programme/de parcours :

• Diagnostic et analyse initiale

- Évaluer l'impact environnemental, social et économique actuel de l'établissement ;
- Identifier les pratiques existantes et les points faibles (consommation énergétique, gestion des déchets, inclusion sociale, programmes pédagogiques) ;
- Définir les besoins en termes d'infrastructures, de formation et de ressources financières.

• Définition des objectifs et priorités

- Définir des objectifs clairs, réalistes et mesurables à court, moyen et long terme ;
- Prioriser les actions en fonction de leur impact potentiel et de la faisabilité ;
- Intégrer les dimensions environnementale, sociale, économique et pédagogique.

⁷ Citons par exemple le réseau NOISE, acronyme de Nouvel Observatoire de l'Innovation Sociale et Environnementale. Il s'agit d'un réseau national d'associations étudiantes, créé en 2010, présent aujourd'hui dans une dizaine de grandes écoles et universités françaises (Assas, Dauphine, ESSEC, ESCP, emlyon, Sciences Po, Mines Paris, AgroParisTech, ECE, Sorbonne, etc.). C'est une constellation d'antennes locales, toutes rattachées à une même charte et à une identité commune.

- **Élaboration d'un plan d'action**

- Planifier les actions concrètes : réduction de la consommation énergétique, tri et recyclage, projets pédagogiques sur le développement durable, mobilité durable ;
- Déterminer les ressources nécessaires (financières, humaines et matérielles) ;
- Assigner des responsabilités à différents acteurs de l'établissement (direction, enseignants, étudiants, personnel administratif).

- **Sensibilisation et engagement des acteurs**

- Former et informer les étudiants et le personnel sur les enjeux du développement durable ;
- Encourager la participation active à travers des projets, ateliers ou comités durables ;
- Développer et encourager les bonnes pratiques (Transports...) ;
- Communiquer régulièrement sur les actions et les résultats obtenus pour renforcer l'adhésion ;
- Soutenir les associations d'étudiants et d'alumni sur ces thématiques.

- **Suivi et évaluation continue**

- Mettre en place des indicateurs pour mesurer l'efficacité des actions (consommation énergétique, taux de recyclage, participation des étudiants) ;
- Réaliser des bilans périodiques pour ajuster la stratégie et les priorités ;
- Identifier les bonnes pratiques et les axes d'amélioration pour pérenniser la démarche.



Photo : Art_Photo - stock.adobe.com

CONCLUSION

En intégrant les dimensions environnementale, sociale et de gouvernance, un établissement de formation peut devenir un acteur majeur de la transition vers un modèle de développement plus durable. Cette approche permet non seulement d'améliorer le fonctionnement de l'établissement, mais aussi de former des citoyens et des professionnels capables de répondre aux défis environnementaux et sociétaux actuels et futurs.

Cependant, il n'est pas toujours aisé de convaincre les parties prenantes et d'intégrer pleinement la durabilité dans son organisation, malgré l'évidence de l'urgence et de l'importance des enjeux.

Nous souhaitons ainsi souligner les bénéfices pour l'établissement. Adopter des pratiques durables génère des avantages concrets :

- **Réduction des coûts liés à la consommation énergétique et au renouvellement des équipements ;**
- **Valorisation de l'image et attractivité renforcée auprès des étudiants, des partenaires et des financements publics ou privés ;**
- **Conformité avec les réglementations environnementales et opportunité d'obtenir des labels ou certifications.**

Ainsi, mobiliser un établissement repose sur un mix d'arguments environnementaux, économiques, pédagogiques et sociétaux, accompagnés de propositions concrètes et mesurables. Cette approche favorisera, nous l'espérons, l'adhésion des décideurs et facilitera l'intégration durable de la démarche au sein des organisations et des institutions, qui ont pour mission essentielle d'accompagner les prochaines générations à préparer l'avenir et à transformer la société.



Photo : RRPL - stock.adobe.com



Photo : Aleksandr S - stock.adobe.com



**TALENTS DU
NUMÉRIQUE** DES MÉTIERS
D'AVENIR
POUR UN MONDE
À INVENTER

INFOS

CONTACT

À bientôt !

Suivez toute l'actualité de Talents du Numérique
sur le site www.talentsdunumerique.com

et sur nos réseaux sociaux :
www.talentsdunumerique.com/communaute

Rémi Ferrand (délégué général)
remi.ferrand@talentsdunumerique.com